

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 21/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Resource Recovery France

zac des salines
57260 Dieuze

Références : DIEUZE_RESOURCE-RECOVERY-FRANCE_2025-09-19_RAPVI_MED_EAER_02024
Code AIOT : 0006209697

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2025 dans l'établissement Resource Recovery France implanté zac des salines 57260 Dieuze. L'inspection a été annoncée le 03/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre :

- d'un suivi post-accident;
- d'un suivi de l'activité d'essais de valorisation de broyats de pneumatiques par pyrolyse;
- d'une plainte concernant le bruit, l'odeur et l'émission de poussières que génèrerait l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Resource Recovery France
- zac des salines 57260 Dieuze
- Code AIOT : 0006209697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Ressource Recovery France est autorisée, par arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié à exploiter une installation de valorisation de pneumatiques usagés par le broyage ainsi qu'à procéder à des essais pilote de valorisation par pyrolyse de broyats de pneumatiques sur le territoire de la commune de Dieuze.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Réserve incendie	AP Complémentaire du 17/07/2024, article 10	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	synthèse de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 17/07/2024, article 11	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Contrôle du Bruit	Arrêté Préfectoral du 17/07/2024, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Valeurs Limites d'Emissions rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/07/2024, article 8 partiel	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 7.5.2 partiel	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Servitudes cours d'eau	Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 8.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Suivi des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/07/2024, article 8 partiel	/	Sans objet
8	Quantité de matière	Arrêté Préfectoral du 17/07/2024, article 1er partiel	/	Sans objet
9	Plainte nuisance odeurs	Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 3.2.4.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs constats font l'objet d'une proposition de mise en demeure :

- contrôle des émissions acoustiques (cf. point de contrôle n°5),
 - respect des valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques (cf. point de contrôle n°7),
- D'autres constats nécessitent des justificatifs de la part de l'exploitant sur :
- la conformité de la réserve incendie (cf. point de contrôle n°3),
 - le bilan de fonctionnement de la phase 1 des essais (cf. point de contrôle n°4),

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 7.5.2 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 18/03/2025
Prescription contrôlée : <p><u>Article 7.5.2 arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 :</u> « Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces</p>

matériels [...];
Constats : L'inspection a constaté sur site la présence de 4 RIA au niveau du hangar, ceux-ci étaient en bon état. Les RIA étaient repérés et accessibles. La date de vérification de mise en service était de mars 2025. L'inspection a contrôlé par sondage la mise en eau d'un RIA qui a fonctionné. L'inspection a contrôlé la réparation effective du système de désenfumage endommagé. L'inspection a contrôlé par sondage la conformité d'un extincteur avec mise en service datée de février 2025. L'exploitant a déclaré procéder au contrôle des moyens d'extinction dont les RIA tous les jours, mais n'a pas été en capacité de justifier par un registre la fréquence effective de ces contrôles. Par mail du 3 juillet, l'exploitant a transmis un fichier de suivi pour les 5 RIA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Servitudes cours d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 8.5
Thème(s) : Autre, Servitudes
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 11/04/2025
Prescription contrôlée : "Une distance libre de 6 mètres est maintenue le long du cours d'eau "le SPIN" pour les opérations de curage de ce cours d'eau et les berges."
Constats : L'inspection a constaté la présence de bordures en limite de plate-forme. Le cours d'eau du SPIN est en contre-bas à une distance supérieure à 6m.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réserve incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/07/2024, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

- date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2025

Prescription contrôlée :

Article 10 APC n°2024-DCAT-BEPE-146 du 17/07/2024

« Les installations [...] sont pourvues de moyens permettant une intervention efficace contre l'incendie, adaptés aux risques encourus, notamment :

- d'une réserve d'eau incendie située à moins de 200 mètres de l'installation [...]. »

Article 7.5.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015

"[...] En tout état de cause, les moyens incendie disponibles sur le site doivent être conformes aux demandes des Services d'Incendie et de Secours. [...]"

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'une réserve d'eau avec 4 points d'aspiration à moins de 200m des installations.

Lors de la visite, la réception par le SDIS de l'installation n'avait pas encore été réalisée.

A date de la visite, la mise en demeure datée du 16 mai 2025 n'était pas encore échue. Aussi l'inspection ne propose pas de nouvelles suites administratives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées sous 1 mois les éléments de réception de la réserve incendie par le SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : synthèse de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2024, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, fonctionnement

Prescription contrôlée :

A l'issue de chacune des 3 phases d'essais, l'exploitant établit une synthèse de leur déroulement ainsi qu'une analyse des essais comprenant notamment un bilan matière et les résultats de la surveillance atmosphérique.

Ce document est remis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté un diaporama de synthèse du fonctionnement de l'essai de pyrolyse. La phase 1 a démarré en novembre 2024 une fois la construction terminée.

Le 22 avril 2025 la production d'huiles a été opérationnelle.

<p>L'exploitant précise que la phase 2 devrait démarrer la semaine du 7 juillet 2025.</p> <p>Dans sa présentation l'exploitant a précisé avoir utilisé 91.89 tonnes de matériaux pour 48.12 tonnes d'huiles produites. Le process utilise plusieurs types de pneus avec des rendements de résidus de cendres entre 6.2% et 3.2%. Aucun stockage de résidus de charbon noir n'est réalisé. L'exploitant a présenté les différentes certifications démontrant l'innovation de son procédé.</p> <p>L'exploitant s'était engagé à fournir sous 1 mois, le rapport complet de la phase 1 avec les éléments réglementaires.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis le rapport attendu à la date de rédaction du rapport.</p> <p>De plus l'exploitant a indiqué vouloir modifier le fonctionnement de son installation notamment le délai de fin des essais, et l'ajout de plastiques dans son process.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 1 mois à l'inspection, le bilan de l'activité de pyrolyse en phase 1. (afin de respecter les prescriptions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2024.)</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que toute modification des conditions d'exploitation de l'installation doit être portée à la connaissance du préfet au regard de l'article R.181-46 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Contrôle du Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2024, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, nuisance sonore</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fera réaliser par un organisme agréé, dans le courant du 1^{er} mois de la phase d'essais 1, en période de fonctionnement représentative de l'activité, une mesure des niveaux acoustiques permettant de vérifier le respect des niveaux limites de bruit en limite de propriété et des émergences maximales dans les zones à émergences réglementées telle que prévu dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement pour les installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confirmé que la date de démarrage effectif de l'activité de pyrolyse était en novembre 2024.</p> <p>L'exploitant a déclaré ne pas avoir réalisé les mesures de bruit.</p> <p>L'inspection rappelle que les mesures de bruit concernent toutes les activités du site : la pyrolyse et le broyat de pneumatiques.</p> <p>L'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2024.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Suivi des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2024, article 8 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] Des effluents gazeux seront rejetés dans l'atmosphère en phase d'essai n°1 : a) les rejets canalisés sont surveillés en continu au moyen de systèmes automatiques de mesurage placés sur une conduite raccordée aux gaz du réacteur secondaire avant passage par le filtre à charbon actif. Les paramètres surveillés sont : <ul style="list-style-type: none"> • Débit gazeux ; • Température des gaz de sortie. [...] Pendant la durée des essais, les résultats des mesures en continu citées au paragraphe a) précédent sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué réaliser une surveillance en continu des rejets canalisés au moyen de systèmes automatiques de mesurage placés sur une conduite raccordée aux gaz du réacteur secondaire avant passage par le filtre à charbon actif. Les paramètres surveillés sont bien le débit gazeux et la température des gaz de sortie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs Limites d'Emissions rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2024, article 8 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] b) Les rejets canalisés sont surveillés périodiquement par un organisme tiers agréé au moyen d'un système de mesurage placés sur une conduite raccordée aux gaz du réacteur secondaire après passage par le filtre à charbon actif . Les analyses périodiques portent sur les paramètres suivants et respectent les valeurs limites d'émissions suivantes :

Paramètres	Valeurs limites d'émissions (mg/Nm ³)	Fréquences d'analyses
Poussières totales	10	Bimestrielle
COT	10	Bimestrielle
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10	Bimestrielle
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	Bimestrielle
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50	Bimestrielle
Oxydes d'azote (NOx)	10	Bimestrielle
Sulfure d'hydrogène (H ₂ S)	5	Bimestrielle
Dioxines et furannes	0,1	Bimestrielle

Les premières analyses sont de plus réalisées au cours du premier mois suivant la première mise en service de l'installation.

Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées à l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère et de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

[...]

Par ailleurs, les résultats des analyses citées au paragraphe b) sont interprétés et transmis à l'inspection des installations classées dès réception. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté les différents paramètres surveillés périodiquement et analysés par un organisme tiers.

Les paramètres présentés ne répondent pas à la prescription. En effet l'exploitant surveille des

<p>Les paramètres présentés ne répondent pas à la prescription. En effet l'exploitant surveille des paramètres gazeux dans le cadre du fonctionnement de son installation afin de surveiller la performance de son procédé.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier si l'organisme d'analyse était agréé. L'exploitant a expliqué procéder lui-même aux prélèvements gazeux.</p> <p>Les paramètres : Poussières totales, COT, Chlorure d'hydrogène (HCl), Fluorure d'hydrogène (HF), Dioxyde de soufre (SO₂), Oxydes d'azote (NOx), Sulfure d'hydrogène (H₂S) et Dioxines et furannes n'ont pas fait l'objet de mesures.</p> <p>L'exploitant s'est engagé, lors de la visite, à fournir des mesures de ces paramètres sous 1 mois, ainsi que les éléments justifiant de l'agrément de son organisme d'analyse et de prélèvement.</p> <p>A la rédaction du rapport l'exploitant n'a pas transmis de nouveaux éléments.</p> <p>L'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les mesures des paramètres sus-visés par un organisme agréé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Quantité de matière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2024, article 1er partiel
Thème(s) : Situation administrative, quantité matière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Resource Recovery France, dont le siège social est situé Zac des Salines, Dieuze (57260) est autorisée à effectuer au sein de son exploitation d'une installation de valorisation de pneumatiques usagés par broyage située Zac des Salines sur la commune de Dieuze (57260), des essais pilotes de valorisation de broyats de pneumatiques par pyrolyse : [...]</p> <p>- D'une quantité maximale de 5 000 tonnes de broyats de pneumatiques pour chacune des phases 1 et 2 ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une synthèse de fonctionnement de l'essai de pyrolyse en phase 1. Dans sa présentation l'exploitant a précisé avoir utilisé lors de la phase 1 de novembre 2024 à juillet 2025 : 91.89 tonnes de matériaux pour 48.12 tonnes d'huiles produites.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plainte nuisance odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 3.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz</p>

odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
Constats : Pour rappel l'inspection a porté sur l'activité de pyrolyse. Cette activité est susceptible de rejeter du gaz H ₂ S qui peut être odorant. Le jour de la visite, l'activité de pyrolyse n'était pas en fonctionnement. L'inspection n'a pas constaté de nuisances olfactives.
Type de suites proposées : Sans suite